

LA MACHETTE, LA VACHE ET LE RUGO : RURALITE ET GENOCIDE AU RWANDA

La machette, la vache et le rugo : ruralité et génocide au Rwanda, François Grünewald, In : *Humanitaire* "Le génocide des tutsis : une abjection pour l'Humanité, un échec pour les humanitaires", numéro 10, printemps/été 2004, pp.116-123.

Résumé :

Le Rwanda, pays montagneux et très peuplé de l'Afrique des Grands Lacs, a vécu il y a dix ans un drame terrible. Une partie des clés de compréhension de ce génocide s'enracine dans une ruralité en crise devenue très manipulable. En effet, si l'agriculture a fait au cours du dernier siècle des gains importants de productivité, la pression démographique (la population double tous les trente ans), l'évolution des économies régionales, la mise en place d'un régime de plus en plus autoritaire et la politique d'ajustement structurel de la Banque Mondiale ont mis en danger certains équilibres précaires. Certains éléments de la structure sociale du pays, en partie ancrés dans une idéologie agraire fantasmatisée, ont entraîné la « guerre de la machette contre la vache », les massacres dans l'espace autiste des « rugos » et des collines. La succession de tueries et de crises depuis le début des années 50 a profondément traumatisé les populations et affecté durablement la sécurité alimentaire. Les cicatrices ouvertes par ces drames, et notamment le Génocide de 1994, ne sont pas encore refermées. Les éclatements réguliers de violence qui fragilisent régulièrement tant les tentatives de réconciliation nationale que la sécurité alimentaire, trouvent une partie de leur racine dans la crise d'identité d'une paysannerie, dont la perte de repère a pu être exploitée par des idéologues à la recherche du pouvoir. Hélas, les pages du drame rwandais ne sont sans doute pas toutes tournées. La politique d'Imidugudu (villagisation forcée) du gouvernement actuel ne risque-t-elle pas de préparer le terrain pour les crises à venir ?

INTRODUCTION :

1993 : Venant du Soudan et de ses immensités plates et vides, qu'il s'agisse du Nord désertique ou des immenses marécages de la dépression nilotique, le survol des espaces montagneux et surpeuplés du Pays des milles collines m'avait fasciné. Zones couvertes de bananeraies, lacis des marais pointillés par les buttes de patates douces, ondulation vert fluorescent des plantations de thé, pâturage d'altitude et poly-agricultures grignotant les pentes des Virunga. Cette mission au Rwanda,

première d'une série étalée entre 1993 et 2000, allait me plonger dans les méandres d'un espace agraire secret, sur lequel tout a été écrit et son contraire. J'apprenais le début des massacres du 7 Avril, qui allait conduire à l'apogée du génocide, de l'affrontement si mal nommé « Hutu-Tutsi », dans l'avion qui m'emmenait vers l'Angola. Mes pensées partaient immédiatement vers les pistes tortueuses qui parcouraient les collines, vers les hauteurs de la crête Zaïre-Ni où paissent les troupeaux de zébus aux cornes-lyre, vers les étonnantes et tragiques campagnes rwandaises... Le présent article voudrait revenir sur trois enjeux fondamentaux autour de ce génocide : ses racines dans une ruralité en crise devenue extrêmement malléable et manipulable ; son impact sur la vie dans les campagnes, et les risques de voir de nouvelles tragédies.

AGRICULTURE EN CRISE, FANTASMES RURALISTES ET GESTATION DU GENOCIDE DE 1994

Le Rwanda est un pays à l'agriculture complexe et diversifiée, résultat d'une extraordinaire capacité d'adaptation paysanne à des milieux naturels souvent difficiles. D'un côté, les plaines de l'Est, vides et grandes régions pastorales. De l'autre l'étonnante crête Zaïre Nil, colonne dorsale du pays qui domine le lac Kivu. Une étonnante série de systèmes d'agriculture de montagne s'y est développée, a évolué au cours des siècles et a permis une densité de population inégalée dans le reste de l'Afrique, et ceci malgré des pentes souvent importantes et des sols dans de nombreuses régions acides et peu fertiles. La clé de l'agriculture rwandaise repose sur la création d'un « capital fertilité », résultat à la fois par d'une association agriculture-élevage déjà ancienne, par la répartition de la matière organique autour de la maison dans l'espace du « rugo », et enfin, grâce à la bananeraie et aux plantes de plus en plus fréquemment associées à celle-ci. Dans une large part du Rwanda et du Burundi, il n'y a pas de bonne terre. Il n'y a que des terres bonifiées par le travail et la présence de l'homme. Une partie de des images d'Epinal sur les Tutsis « nobles pasteurs » et les Hutus « pauvres agriculteurs » viennent de cet enjeu fondamental. A Rwanda, les relations sociales sont souvent de facto autant l'expression d'un « flux de fertilité » que celle d'un flux d'argent ou de pouvoir !

La diversité des pratiques agricoles et l'ingéniosité des agriculteurs permettait une extraordinaire résilience des systèmes paysans, malgré de nombreux stéréotypes : A titre d'exemple, pour certaines élites urbaines, pendant longtemps dominées par des porteurs de la carte d'identité "tutsie" : « *ces paysans « hutus » étaient juste bons à travailler dans les collines et à se soûler à la bière de banane dans leurs « rugos »*. Le mépris des uns a sûrement contribué à la création d'une idéologie revancharde, qui a sans doute participé à la construction du processus qui allait conduire au génocide ...

Depuis 1959-60, le Rwanda a été un pays de grands déplacements de populations. Certains épisodes de massacre ont parfois entraîné des « redistributions foncières » : En effet , un nombre considérable de Rwandais a quitté le pays vers les pays limitrophes (Ouganda, Tanzanie, Burundi, Zaïre) suite aux persécutions qui ont suivi l'accession à l'indépendance. Leurs terres ont été immédiatement occupées. Ainsi, la comparaison des photos aériennes de Gikongoro avant et après les massacres de 1961 et de 1971 montre un changement net d'affectation des espaces : de façon massive, les parcours « pastoraux » ayant appartenus aux massacrés ou fuyards ont été transformés en parcelles agricoles et les « rugos » se sont multipliés dans les anciens alpages

Le « rugo », cet étonnant enclos au cœur duquel se trouve la maison, est ainsi entouré d'une série d'auréoles cultivées, la plus proche de l'habitation étant la bananeraie. Cette bananeraie abrite, mais aussi isole. Combien de crimes y ont été fomentés durant les massacres ? Combien de personnes y ont trouvé cachette et nourriture, pendant que les sinistres commandos rodaient dans les collines ? Et combien cette structure d'habitat rend difficile le dialogue et l'échange ! Depuis l'indépendance, après chaque épisode de massacre, chacun se cache dans son « rugo », y panse ses plaies, y cultive ses peurs, y prépare sa vengeance... Ne pas tenir compte du rôle très particulier de cet élément structurant l'espace et la psychologie du paysan rwandais serait se priver d'une clef importante de compréhension du pays ...

La croissance démographique (+ de 2,5 % par an soit un doublement possible en 30 ans) et la monétarisation accélérée de la société rwandaise (y compris les taxes), a finalement mis à mal l'équilibre entre populations et ressources. L'Etat est alors fortement intervenu, soutenu par de nombreuses aides bilatérales et multilatérales pour le développement. Le paysan rwandais était sans doute l'homme le plus aidé de la terre ! Pourtant, l'argent du développement n'a pas permis d'enrayer la crise en gestation. Certains programmes, comme ceux qui portaient sur la mise en place de programmes de micro-finance, espéraient avoir un impact sur le lien social. Las, les opérateurs de développement n'ont rien vu venir. Combien d'ONG ont été profondément traumatisées par le fait que les membres de certaines caisses de crédit solidaire se sont entretués ! Car les questions de développement n'étaient qu'un des aspects de la crise en gestation.



Groupe URD- La Fontaine des Marins- 26 170 Plaisians- France

Tel : 00 33 (0)4 75 28 29 35

<http://www.urd.org>

D'autres programmes avaient un autre agenda caché. La colonisation des zones sèches du sud-est ou des régions abandonnées suite aux épisodes de massacres précédents (1961, 1972) par la politique des « paysannats » avait permis un maillage de zones entières du pays par les hommes du Nord Est, de la région de Ruwengeru où régnait le clan de l'ex président Habyarimana. On a retrouvé ces hommes du Nord-Est à la tête des équipes de machetteurs à Butaré, Kibungo, Gikongoro...

L'espoir mis dans le développement de la production de café a été en partie annulé par les variations internationales du prix du café et par le système de taxes élevées à l'exportation. Les revenus agricoles ont stagné, puis diminué, pendant qu'une jeunesse innocente s'ennuyait entre un monde rural où il n'apparaissait que peu d'espoirs et des espaces urbains sans emploi. Tandis que le nombre de familles rurales se retrouvant en dessous du seuil de pauvreté augmentait de façon inquiétante, une population jeune, désœuvrée et sans trop d'espérance s'ennuyait et allait vite devenir la proie faciles des idéologues de la machette...

La fin des années 80 avait vu apparaître des difficultés alimentaires croissantes dans certaines zones, notamment lié à des périodes de sécheresse graves à la fin des années 80. La guerre de 1992 et la perte de contrôle du gouvernement sur le tiers nord du pays, qui compte les zones les plus productives du pays, a aggravé la situation. En quelques mois, la population des camps de déplacés autour de Kigali a dépassé les 900.000. Paysans de Byumba, de Giseni ou de Ruhengeri, ayant dû quitter leurs villages inclus dans la zone FPR à l'extrême nord ou dans la DMZ (Demilitarised Zone) tampon entre le Front et l'armée gouvernementale. Dépendants de l'aide alimentaire, s'ennuyant dans ces collines couvertes de « blindés », et rêvant des vertes collines, des champs sur la lave des volcans, bref d'un « ailleurs perdu » et passé sous le contrôle des « cancrelats »... La haine a commencé à grimper tout au cours de 1993, et ces camps sont devenus des bombes à retardement....

COLLINES ENSANGLANTEES : LA MORT RODAIT DANS LES COLLINES

A partir d'avril 1994 et du Génocide, et pendant plus de trois mois, l'activité agricole, normalement continue tout au cours de l'année dans ce pays à deux saisons des pluies s'est arrêtée dans les collines, pendant qu'officialiaient les « machetteurs ». Une partie de la population s'est mise en marche vers le sud-ouest, fuyant l'offensive du FPR, tandis qu'une autre se cachait ou tentait de rejoindre les zones progressivement gagnées par la résistance. Le pillage des parcelles agricoles, dans lesquels maïs, patates douces et manioc attendaient d'être récoltés, a permis à de nombreux de Rwandais en fuite de ne pas mourir de faim pendant ces jours de marche. Cette fuite a été suivie, à partir du démarrage de l'Opération Turquoise, par la création d'immenses concentrations de déplacés internes dans certaines zones, notamment dans la région de Gikongoro. Progressivement, au sud (Bukavu) et au Nord (Goma), d'immenses camps de réfugiés se sont créés à la périphérie du pays. Des zones entières du pays se sont ainsi vidées, ne laissant dans les collines que de rares survivants au passage des tueurs.

Dès Mai 1994, alors que tous les yeux étaient focalisés sur le sud du pays, l'urgence des agronomes était d'assurer qu'à l'horreur du génocide ne se rajoute pas le drame de la famine. La guerre allait s'arrêter, les massacres prendre fin, mais les campagnes étaient ravagées. Nous étions peu nombreux à soulever cette question, et encore moins lorsque l'épisode de la fuite vers le Nord Kivu et ses conséquences dramatiques avec l'épidémie de choléra et de shigellose a accaparé les « breaking news ». Toutes les caméras, si absentes lors des massacres, se repaissaient des tas de cadavres transportés par des bulldozers à Goma, tandis que nous avions l'impression de prêcher dans le désert avec nos idées de programmes agricoles qu'il fallait mettre en place avant le début des pluies (Août).. Finalement, nous avons été suivi et le CICR, conjointement avec la FAO mettait en place un programme pour plus de 350 .000 familles. Les agronomes, pas plus que les médecins n'arrêtent les génocides. Ils peuvent contribuer à éviter qu'à la tragédie des massacres ne se rajoutent les souffrances de la famine...

Les déplacés internes ont, dans leur grande majorité, regagné leur commune d'origine vers la fin 1995 début 1996, après les désastreux incidents de Kibeho. Ce fut souvent douloureux, car la méfiance était évidemment de rigueur, les accusations et règlements de compte quotidiens. Familles de massacrés et familles de massacreurs ont dû se croiser sur les sentes qui parcourent les collines. Il a, par contre, fallu attendre l'offensive militaire des « banyamulengues » et de l'armée rwandaise en



Groupe URD- La Fontaine des Marins- 26 170 Plaisians- France

Tel : 00 33 (0)4 75 28 29 35

<http://www.urd.org>

Novembre 1996 contre les camps de la frontière « zairo-rawandaise » pour voir les réfugiés revenir en masse au Rwanda (tandis qu'une partie disparaissaient et parfois périssaient, dans les profondes forêts congolaises). Très vite, la situation de la sécurité a été reprise en main sur l'ensemble du pays, et les paysans se sont remis au travail. Le choc sourd des houes sur le sol a pu être réentendu dans les collines, dans une ambiance de mort : les chants rythmant le travail des groupes d'agriculteurs ont mis longtemps à réapparaître. Pourtant, dans les collines, on savait qui a tué qui ... Aux dénonciations, emprisonnements (plusieurs dizaines de milliers de prisonniers), règlements de comptes, on tenta d'opposer la justice formelle des tribunaux nationaux et de l'instance d'Arusha. Pourtant, très vite, il fallut dans les campagnes se tourner vers d'autres mécanismes, dont les si fragiles systèmes « Gacaca ».

IMIDUGUDU : de nouvelles situations à risques ?

On vit à partir de l'été 94 se mettre en place un incroyable mouvement de populations. Les réfugiés de 1959-62 et de 71-73 ont pu regagner le Rwanda et se sont réinstallés soit en ville, soit en zone rurale, souvent dans des conditions de grande pauvreté. En effet, ils ne purent pas retourner dans leur zone d'origine : une des répercussions des accords d'Arusha était l'irréversibilité des appropriations des terres abandonnées lors des différentes vagues de fuite. L'état les a installés dans des sites dans les préfectures de Kibungu et d'Umutara où ils vivent encore des conditions très précaires. Dans les provinces frontalières avec la République Démocratique du Congo (RDC), l'insécurité a perduré. En effet, une partie importante des ex-Forces Armées Rwandaises, des milices Interamwe et des « génocidaires » se sont infiltrées dans la région des volcans, notamment dans les préfectures de Ruhengeri, Giseni et même jusqu'à Byumba. Dans une approche essentiellement sécuritaire, les populations ont été contraintes de se déplacer vers quelques grands camps : il fallait vider l'eau pour attraper le poisson. Très vite, la situation alimentaire et sanitaire dans ces camps s'est dégradée, car les acteurs internationaux étaient peu favorables à l'idée de participer au soutien logistique d'une opération de police. Ces camps s'avérant ingérables, le gouvernement a mis en place un projet de réinstallation dans des sites plus petits. Après une période de réticence, la communauté internationale a commencé à s'impliquer dans l'appui à la pérennisation de ces sites.

La politique de villagisation forcée, ou « Imidugudu » allait se mettre en place. Cette stratégie des autorités rwandaises n'était pas conjoncturelle mais au contraire structurelle. Et on retrouvera étrangement certains traits communs entre la vieille politique des « paysannats » des années 80. La villagisation « Imidugudu », doit théoriquement conduire le pays d'une situation d'habitat dispersé à celle d'un habitat regroupé, afin de faciliter l'accès des populations aux services (éducation, santé, etc.) . Les implications à long terme sur la fertilité des agro-écosystèmes, sur l'organisation du travail au sein des ménages et, finalement sur la sécurité alimentaire, risquent d'en être catastrophiques...

Quand l'agenda sécuritaire prévaut, comme c'est le cas dans le Rwanda post Génocide, les choix sont difficiles et douloureux. Il en va ainsi de la politique d'Imidugudu. Elle pourrait à terme, si on ne tient pas compte des enjeux de reconstitution de la fertilité organique des terres cultivées, induire une dégradation sérieuse des conditions de production agricole et donc, une crise alimentaire et sociale. Alors pourraient bien se rallumer, si on n'y prend pas garde, les dramatiques flammèches qui, en ce tragique printemps 1994, incendièrent le Pays des Mille Collines.

François Grünewald ;
Président du Groupe URD
Professeur associé à Paris XII, directeur du DESS « Gestion de l'Humanitaire »



Groupe URD- La Fontaine des Marins- 26 170 Plaisians- France

Tel : 00 33 (0)4 75 28 29 35

<http://www.urd.org>